

Appel à communications

ÉTUDIER LA POLITIQUE DANS LES « MONDES RURAUX » : ENJEUX DE MÉTHODES

Faire de la politique dans les « mondes ruraux », est-ce faire de la politique autrement ? Cette question est redevenue d'actualité à partir des années 1990, quand la science politique (en particulier) a réinvesti ces territoires un peu délaissés.

Ce ré-enchantement de la « ruralité » par la question politique s'est traduit par l'organisation de colloques, de journées d'études et la publication de travaux académiques¹ qui ont permis de remettre en cause certaines « vérités » que l'on croyait acquises : la permanence d'une « société rurale », l'équivalence entre monde ruraux et mondes agricoles, la stabilité de liens de sociabilité forts entre habitants, les migrations choisies vers des lieux de vie agréables et accueillants (la « campagne », « l'arrière-pays »...), la forte participation des citoyens aux élections (en particulier municipales) du fait de l'interconnaissance entre habitants, de la proximité entre candidats/représentants et représentés et du caractère plus directement perceptible de l'action publique.

L'étude de la politique et des relations sociales dans ces mondes ruraux n'est toutefois pas, à notre sens, suffisamment développée. Elle est souvent le fait d'universitaires considérés comme spécialisés sur ces territoires alors même que l'étude des mondes ruraux permet de réfléchir, plus globalement, sur les transformations de l'action publique, sur les mutations de la société et sur les liens qui unissent les individus et les groupes sociaux.

La relative marginalité des études menées peut s'expliquer par plusieurs éléments : le tropisme pour des objets jugés plus consistants (élections dans les grandes villes, carrières politiques au niveau central, politiques et débats nationaux ou partisans) ; la réticence à se concentrer sur ce qui peut apparaître comme des micro-objets ou des micro-terrains dans le milieu académique ; la difficulté d'accéder aux données, éparpillées, parcellaires (ou parfois inexistantes), etc. On pourra avancer aussi, en guise d'hypothèse, que la sociologie des universitaires, voire leur acculturation académique dans de grands centres urbains constituent des freins possibles à l'étude des mondes ruraux, parfois encore regardés avec « distance ».

Or, pour ne donner qu'un chiffre et se rendre compte de l'importance que peut revêtir l'analyse politique au niveau des communes dites rurales, la France comptait en 2020 493.029 conseillers municipaux, dont 54,9% sont élus dans les communes de moins de 1000 habitants². Les communes de moins de 3500 habitants rassemblait de même 43% des votants aux municipales de 2008³. C'est dire si ces espaces de vie et ces lieux de sociabilité constituent des opportunités de recherche assez

¹ Annie Antoine, Julian Mischi (dir.) *Sociabilité et politique en milieu rural*, Rennes, Presses Universitaires De Rennes, 2008 ; Aurélia Troupel, Sylvain Barone (dir.), *Battre la campagne. Élections et pouvoir municipal en milieu rural*, Paris, L'Harmattan, 2010 ; Ivan Bruneau, Gilles Laferté, Julian Mischi, Nicolas Renahy Nicolas, *Mondes ruraux et classes sociales*, Paris, Editions de l'EHESS, 2018 ou Christophe Granger, Laurent Le Gall, Sébastien Vignon (dir.), *Voter au village. Les formes locales de la vie politique, XX^e-XXI^e siècles*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2021, pour ne citer que ces quatre exemples récents.

² Direction générale des collectivités locales, *Les collectivités locales en chiffres 2020*, Paris, 106 p. URL :

https://www.collectivites-locales.gouv.fr/files/files/dgcl_v2/DESI/colloc2020/cl_en_chiffres_2020_web.pdf

³ Voir Patrick Lehingue, « L'inégale dignité des terrains d'étude : la sociologie électorale et l'analyse des scrutins locaux », in Christian Bidégaray, Stéphane Cadiou, Christine Pina (dir.), *L'élu local aujourd'hui*, Grenoble, PUG, 2009, p. 169.

inépuisables, tant les scènes politiques sont nombreuses et les situations (démographiques, sociales, historiques, politiques) diverses.

Dans ces journées d'étude qui se veulent pluri-disciplinaires (en réunissant historiens, politistes, sociologues, anthropologues, géographes ou juristes), l'objectif est de se pencher sur la question suivante : comment étudier ces « petites scènes », quelles méthodologies ou quelles données mobiliser pour quels résultats lorsque l'on souhaite interroger les phénomènes électoraux dans des espaces nombreux, disséminés, moins investis par les entreprises politiques nationales et qui sont rendus faiblement visibles en raison d'une couverture médiatique erratique ?

De ce point de vue, plusieurs angles d'analyse peuvent être adoptés dans ces journées d'étude, sans que la liste ne soit exhaustive :

* la structuration de l'offre électorale : comment s'organise la compétition politique dans ces petites communes ? Quelles sont les tractations préalables à la compétition, que ce soit pour constituer des candidatures groupées ou pour s'engager dans la bataille électorale ? Quels « équilibres » sont pris en compte dans la constitution de listes électorales ? Comment sont fabriqués les programmes des candidats ? Quels sont les rapports entre candidats locaux et partis/leaders politiques à un échelon supérieur (département, région...) ?

* les campagnes électorales : comment mobilise-t-on le corps électoral ? Quels supports de communication sont privilégiés pour donner consistance aux élections ? Que veut dire battre (la) campagne quand la compétition est réduite à une unique « candidature groupée », que l'interconnaissance est considérée comme forte entre compétiteurs et citoyens et que le résultat semble connu d'avance ? Quelle est la couverture médiatique de élections locales ?

* les enjeux au cœur de la dispute électorale : quels sont les débats émergeant en amont ou pendant la compétition ? Que disent-ils des enjeux qui divisent ces espaces politiques ou qui donnent à voir les groupes sociaux qui constituent la commune ?

* les résultats électoraux : que disent-ils (ou ne disent-ils pas) des rapports de force politiques, des clivages sociaux, des logiques de vote dans ces « petits » territoires ? Comment les interpréter ?

L'objectif, en sortant de l'exposé de résultats d'enquête, est d'interroger le travail des chercheurs sur ces espaces « ruraux » en élection au travers de la question, pas toujours simple, de la collecte des données et de leur traitement. A partir d'exemples concrets portant sur des recherches finalisées ou en train de se faire, nous souhaitons interroger le « bricolage méthodologique » (qui est, somme toute, au cœur même de tout travail de recherche) mais aussi l'épineuse question de la remontée en généralité. **Dit autrement, comment et avec quelles méthodes investiguer ces territoires politiques et plus largement réfléchir aux transformations de la politique, en évitant la séparation, commode mais discutable, entre lieux (objets) légitimes de recherche et lieux (objets) indignes⁴ ?**

Dans ces journées d'études, nous accorderons la priorité aux communications portant sur les élections municipales (en particulier celles de 2020), sans écarter les autres propositions.

Réponses à appel à communications :

* les propositions de communication sont à envoyer, **au plus tard le 7 novembre 2021**, à Marc Ortolani (Marc.ORTOLANI@univ-cotedazur.fr) et Christine Pina (Christine.PINA@univ-cotedazur.fr)

* elles présenteront **en 600 mots maximum** l'objet étudié, les questions de recherche et la/les méthodes mobilisées, ainsi que quelques éléments bibliographiques.

⁴ Nous empruntons cette terminologie à Patrick Lehingue, « L'inégale dignité des terrains d'étude : la sociologie électorale et l'analyse des scrutins locaux », in Christian Bidégaray, Stéphane Cadiou, Christine Pina (dir.), *L'élu local aujourd'hui*, Grenoble, PUG, 2009, pp. 163-186.

* une **courte biographie (3 lignes)** est également demandée.

Date et lieu des journées d'étude :

21-22 avril 2022 (Faculté de Droit et Science politique, Université Côte d'Azur, Nice)

Comité scientifique :

Nicolas Bué, Professeur de Science politique, Université d'Artois/CERAPS

Marc Ortolani, Professeur d'Histoire du droit et des Institutions, UCA/ERMES

Jean-Paul Pellegrinetti, Professeur d'Histoire contemporaine, UCA/CMMC

Christine Pina, Professeure de Science politique, UCA/ERMES